

Midi Libre

G 1a

Grand quotidien d'information du Midi

HÉRAULT 18**DEMAIN****La carte
complète
du Tour****ET LE CALENDRIER
DE LA PREMIERE
DIV. DE FOOTBALL**

Nativité S.J.-Bap.

N. 13.108

SOLEIL : Lever 5 h 50
Coucher : 21 h 56

MERCREDI 24 JUIN 1981

Prix : 2 F 20

EN ESPAGNE :
50 PESETAS

Secrétaire du comité central et membre du bureau politique du parti communiste, M. Charles Fiterman, 48 ans, est généralement considéré comme le numéro 2 de la formation de M. Georges Marchais.



Membre du comité central du parti communiste et député de Seine-Saint-Denis depuis 1973, M. Jack Ralite, 53 ans, est l'un des sept députés sortants du P.C. réélus au premier tour des dernières législatives.



M. Anicet Le Pors, 50 ans, sénateur de Hauts-de-Seine, depuis 1977, membre du comité central, est l'un des économistes les plus remarquables du P.C.F.

M. Marcel Rigout, 53 ans, député communiste de la deuxième circonscription de la Haute-Vienne, avait été réélu au deuxième tour dimanche dernier, battant un R.P.R. M. Madoumier.



4 COMMUNISTES AU GOUVERNEMENT

AUTRES ENTRÉES

M^e Badinter
(Justice)

P. Dreyfus
(Industrie)



L'homme le plus actif et le plus surveillé par les journalistes durant la journée d'hier fut évidemment M. Pierre Mauroy. On attendait avec impatience la composition de son nouveau gouvernement. Elle ne fut révélée que peu avant 22 h à l'Élysée par M. Pierre Beregovoy.

SECRETAIRES D'ETAT

- Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'Extension du secteur public : M. Jean LE GARREC (P.S.) (nouvelle affectation).

- Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé des Rapatriés : M. Raymond COURRIERE (P.S.) (inchangé).

- Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur, chargé des DOM.TOM. : M. Henri EM-MANUELLI (P.S.) (inchangé).

- Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Solidarité nationale, chargé de la famille : Mme Georgina DUFOIX (P.S.) (inchangé).

- Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Solidarité nationale, chargé des personnes âgées : M. Joseph FRANCESCHI (P.S.) (inchangé).



Après une journée remplie de visites et de rumeurs, parallèlement à l'adoption d'une déclaration commune par le P.S. et le P.C., la composition du nouveau gouvernement de M. Pierre Mauroy a été annoncée hier soir peu avant 22 h.

Fait historique, il comprend quatre ministres communistes : MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors, Jack Ralite et Marcel Rigout qui marquent, 34 ans après la rupture avec le gouvernement Ramadier, le retour du P.C.F. au pouvoir.

Deuxième innovation, deux personnalités font leur entrée au gouvernement : Me Robert Badinter, au ministère de la Justice et M. Pierre Dreyfus, ancien P.D.G. de la Régie Renault, qui prend en charge le ministère de l'Industrie où il succède à M. Pierre Joxe.

Au total donc six entrants : les quatre communistes et les deux personnalités et cinq sortants : MM. Maurice Faure, Pierre Mermaz, qui va devenir président de l'Assemblée, Pierre Joxe, qui est candidat à la direction du groupe socialiste à l'Assemblée, Marcel Debarge à qui une fonction sera confiée au Sénat auquel il appartient et Alain Bombard qui devient membre de l'Assemblée européenne.

L'affectation des quatre ministres communistes est la suivante : M. Fiterman est chargé du ministère des Transports où il remplace M. Mermaz ; M. Anicet Le Pors est chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives où il succède à Mme Catherine Lalumière

nommée ministre de la Consommation ; M. Jack Ralite remplace au ministère de la Santé M. Edmond Hervé qui devient ministre de l'Energie ; enfin M. Marcel Rigout devient ministre de la Formation professionnelle, poste vacant à la suite du départ de M. Marcel Debarge.

Autres changements d'affectation : M. Roger Quillot, qui était ministre du Logement, devient ministre de l'Urbanisme et du Logement.

M. François Autain, qui était secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, devient secrétaire d'Etat chargé des immigrants.

M. Georges Lemoine qui était secrétaire d'Etat chargé de l'Energie, sera secrétaire d'Etat à la Défense nationale.

Enfin M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, se voit maintenant chargé de « l'extension du secteur public ». Mme Nicole Questiaux garde le ministère de la Solidarité nationale mais perd son titre de ministre d'Etat.

PAGE 2, LA BIOGRAPHIE DES « NOUVEAUX » ET PAGE 3, L'ACCORD P.S.-P.C.

QUELLE ECOLE POUR DEMAIN ?

Page 3, Monique Jouanen

PREMIER MINISTRE

M. Pierre MAUROY (P.S.) (inchangé)

MINISTRES D'ETAT

- Ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation : M. Gaston DEFERRE (P.S.) (inchangé).

- Ministre d'Etat, ministre du Commerce extérieur : M. Michel JOBERT (Mouvement des démocrates) (inchangé).

- Ministre d'Etat, ministre des Transports : M. Charles FITERMAN (P.C.) (nouveau).

- Ministre d'Etat, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire : M. Michel ROCARD (P.S.) (inchangé).

- Ministre d'Etat, ministre de la Recherche scientifique et de la Technologie : M. Jean-Pierre CHEVENE-MENT (P.S.) (inchangé).

MINISTRES

- Ministre de la Solidarité nationale : Mme Nicole QUESTIAUX (P.S.) (inchangé).

- Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des

Droits des femmes : Mme Yvette ROUDY (P.S.) (inchangé).

- Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des Relations avec le Parlement : M. André LABARRERE (P.S.) (inchangé).

- Ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives : M. Anicet LE PORS (P.C.) (nouveau).

- Ministre de la Justice et Garde des Sceaux : M. Robert BADINTER (P.S.) (nouveau).

- Ministre des Relations extérieures : M. Claude CHEYS-SON (P.S.) (inchangé).

- Ministre délégué auprès du ministre des Relations extérieures, chargé des Affaires européennes : M. André CHANDERNAGOR (P.S.) (inchangé).

- Ministre délégué, chargé de la Coopération : M. Jean-Pierre COT (P.S.) (inchangé).

- Ministre de la Défense nationale : M. Charles HERNU (P.S.) (inchangé).

- Ministre de l'Economie et des Finances : M. Jacques DELORS (P.S.) (inchangé).

- Ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget : M. Laurent FABIUS (P.S.) (inchangé).

- Ministre de l'Education nationale : M. Alain SAVARY (P.S.) (inchangé).

- Ministre de l'Agriculture : Mme Edith CRESSON (P.S.) (inchangé).

- Ministre de l'Industrie : M. Pierre DREYFUS (P.S.) (nouveau).

- Ministre de l'Urbanisme et du Logement : M. Roger QUILLIOT (P.S.) (inchangé).

- Ministre de l'Environnement : M. Michel CREPEAU (M.R.G.) (inchangé).

- Ministre de la Mer : M. Louis LE PENSEC (P.S.) (inchangé).

- Ministre de la Communication : M. Georges FILLIOUD (P.S.) (inchangé).

- Ministre des P.T.T. : M. Louis MEXANDEAU (P.S.) (inchangé).

- Ministre des Anciens combattants : M. Jean LAURAIN (P.S.) (inchangé).

- Ministre de la Consommation : Mme Catherine LALUMIERE (P.S.) (nouvelle affectation).

- Ministre de la Formation professionnelle : M. Marcel RIGOUT (P.C.) (nouveau).

- Ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de l'Energie : M. Edmond HERVE (P.S.) (nouvelle affectation).

- Ministre du Commerce et de l'Artisanat : M. André DELELIS (P.S.) (inchangé).

- Ministre de la Culture : M. Jack LANG (P.S.) (inchangé).

- Ministre du Travail : M. Jean AUROUX (P.S.) (inchangé).

- Ministre de la Santé : M. Jack RALITE (P.C.) (nouveau).

- Ministre du Temps libre : M. André HENRY (P.S.) (inchangé).

- Ministre délégué auprès du ministre du Temps libre, chargé de la Jeunesse et des Sports : Mme Edwige AVICE (P.S.) (inchangé).

(inchangé).
- Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Solidarité nationale, chargé des Immigrés : M. François AUTAIN (P.S.) (nouvelle affectation).
- Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Défense : M. Georges LEMOINE (P.S.) (nouvelle affectation).
- Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Agriculture : M. André CELLARD (P.S.) (inchangé).
- Secrétaire d'Etat auprès du ministre du Temps libre, chargé du tourisme : M. François ABADIE (M.R.G.) (inchangé).

Volonté populaire...

S'il est une question que le peuple français a tranchée à l'occasion des élections, c'est bien celle du P.C. En réduisant son influence à 16 % de l'opinion, les Français ont prononcé un verdict éloquent. C'est le moment que choisit le président de la République pour appeler des ministres communistes au gouvernement.

Qu'importe ses raisons. Nous ne jugeons pas, ici, les péripéties, forcément provisoires et dérisoires, de la politique politicienne.

La question est, qu'après avoir connu un succès électoral sans précédent, le président a désormais les mains libres. Et il agit.

Sans trop d'égards ni de scrupules excessifs, semble-t-il — mais en cela, il est, reconnaissons-le, dans le droit fil d'une certaine tradition gaulliste — pour ce qu'on appelle la volonté populaire.

C'est-à-dire l'expression des éternels floués de l'Histoire. P.K.

Un Américain à l'Elysée aujourd'hui

LES Etats-Unis viennent d'envoyer à Paris leur vice-président M. George Bush, qui rencontre aujourd'hui M. Mitterrand. Rien ne pouvait mieux souligner le soin avec lequel l'Amérique souhaite s'informer des intentions du pouvoir socialiste. Après les élections législatives et la formation du nouveau gouvernement Mauroy, elle voudrait y voir clair.

Certes bien d'autres pays, en particulier ceux du Marché commun - Allemagne en tête - ainsi que les Etats modérés du Golfe Persique et d'Afrique Noire se montrent également très attentifs. Le roi Khaled d'Arabie a fait, récemment, une visite remarquée à l'Elysée. De même, le chancelier Schmidt avait très vivement pris contact avec le président de la République.

Toutefois, la plupart des pays

étrangers attendent de savoir comment va réagir l'Amérique. C'est dire la grande importance de la mission de M. Bush.

Jusqu'ici, le président Reagan et son équipe ont évité tout jugement a priori. On n'a entendu aucune de ces petites phrases acerbes dont M. Kissinger accompagnait, autrefois, ses commentaires officiels sur le rôle des communistes en Italie ou au Portugal. Cette fois, Washington ne jugera que sur pièces.

Mais, dès maintenant, deux séries de faits retiennent l'attention des Américains.

En premier lieu, le recul du P.C. aux scrutins du 26 avril, du 14 juin et du 21 juin est accueilli avec soulagement. La Maison Blanche constate que les socialistes détiennent la majorité absolue et qu'ils pourront faire voter le budget et les lois sans dépendre

des amis de M. Marchais. Même si, peu à peu, les vieilles divisions intestines du P.S. refont surface, l'Amérique, nous dit-on, considère que les institutions de la Ve République réduisent, en l'espèce, les risques d'instabilité.

Mais, en second lieu, d'autres réalités peuvent, tôt ou tard, affecter les rapports franco-américains en dehors des divergences confirmées sur le tiers monde. D'une part, les dirigeants et l'opinion des Etats-Unis ont toujours fait preuve de suspicion envers les communistes. Le temps n'est pas si lointain où le général Haig, alors commandant en chef de l'OTAN, le proclamait publiquement. Quant au président Reagan chacun sait combien il est anti-marxiste.

Cette réalité subsiste - et pèsera - quelles que puissent être

les précautions oratoires. Il en va de même en Angleterre, en Allemagne et dans de nombreux pays. C'est le cas des Etats modérés du Golfe Persique, pourvoyeurs en pétrole et en capitaux.

D'autre part, les experts américains s'interrogent sur les nationalisations et l'impôt sur le capital. Si le monde connaissait une phase d'expansion, ces réformes bénéficieraient, selon eux, de meilleurs atouts. Malheureusement, c'est la crise et ils redoutent des turbulences économiques et monétaires. Mais, bien entendu, chacun reste maître chez soi.

René DABERNAT